

Entretien pour « Valeurs actuelles »

(paru dans son numéro du 22 septembre 2006)

Propos de Laurent Lafforgue recueillis par Fabrice Madouas et Anne-Lorraine Schmitt.

Pourquoi lancez-vous cette pétition ?

Nous voulons profiter de la campagne présidentielle pour inciter les candidats à débattre de l'école, et à en débattre dans les bons termes : l'école comme lieu de l'instruction obligatoire de tous et de la transmission du savoir. Les Français sont inquiets. Après ma démission du Haut Conseil de l'Éducation, j'ai reçu plus de 1500 courriels et lettres de professeurs, d'instituteurs, de parents, de chefs d'entreprise, de lycéens. Et de stagiaires d'IUFM, désespérés par la sottise de leur formation. Ces prétendus Instituts Universitaires de Formation des Maîtres déforment plus qu'ils ne forment, ils empoisonnent l'Éducation nationale.

Que vous disent ces témoignages ?

L'école ne remplit plus sa mission : transmettre les connaissances. C'est un constat simple, sur lequel se retrouvent des gens très divers : des militants d'extrême-gauche et des conservateurs, des catholiques, comme moi, et des libres penseurs, comme Marc Le Bris, des gens connus et de simples citoyens. Parmi les mille premiers signataires, il y a des enseignants mais aussi des infirmières, des gendarmes, des artisans, tout ce que la France compte de professions ! Nous nous adressons à tous ceux que la destruction de l'école ne laissent pas indifférents. Si l'école se délite, la démocratie n'est-elle pas en danger ? Et l'économie du pays ? Beaucoup de chefs d'entreprise constatent que des jeunes ne savent ni lire, ni écrire, ni compter. Il leur manque les bases les plus élémentaires de la logique et du raisonnement, que l'école primaire aurait dû leur inculquer.

On dit souvent que le collège est le maillon faible du système éducatif. Vous pensez que c'est l'école primaire ?

Tous les maillons sont faibles. Mais le plus important de tous est l'école primaire. Selon Liliane Lurçat, sans doute sa meilleure spécialiste, elle doit donner aux enfants les savoirs élémentaires, mais aussi les habitudes de discipline, de travail, de sérieux, d'attention, de contrôle de soi que demandent l'étude et la vie en groupe. C'est une éducation différente de celle de la famille. Or, dit Mme Lurçat, quand ces savoirs et ces habitudes ne sont pas installés à la fin du primaire, ils ne le seront jamais. Au collège se révèlent toutes les carences, et la violence éclate. L'hétérogénéité des classes ajoute aux difficultés. On n'a plus le droit de faire des classes de niveau. Or, même si certains élèves ont des bases solides, il est difficile d'avancer quand les autres ne les ont pas.

Qu'est-ce que l'école primaire ne transmet plus ?

Elle assure mal tous les apprentissages élémentaires. On le comprend en lisant les programmes du primaire : 350 pages rédigées dans un jargon incompréhensible. Comparez-les aux excellents programmes de 1923 : ils tenaient en cinq pages ! Ceux de 1945, très bons également, en dix-sept pages. Cette inflation des textes et cette dégradation de la langue sont le signe d'une dégénérescence de la pensée. Les programmes devraient être rédigés de telle sorte qu'à la fin de chaque année les élèves eux-mêmes puissent lire et comprendre ceux qui les concernent.

Ce constat vaut-il pour toutes les disciplines ?

Toutes les disciplines sont touchées, mais le plus grave est la ruine du français. Des professeurs de toutes disciplines disent « *Je ne peux plus enseigner* » d'abord parce que leurs élèves – y compris parmi les Français « de souche » et dans les milieux favorisés – ne maîtrisent pas la langue écrite et même orale.

Et les maths ?

A la fin du primaire, les quatre opérations sont mal sues. La dernière évaluation d'entrée en sixième a donné des résultats consternants. A la question : « *Combien vaut 60 divisé par 4 ?* », on comptait 60% d'échec au niveau national. Plus d'un élève sur trois est incapable de dire quelle est la moitié de 130. Bien sûr, il y a la calculatrice. Mais il faut maîtriser les opérations pour devenir familier des nombres et entrer dans les mathématiques.

Il faudrait aborder l'apprentissage de la démonstration au collège, mais elle a disparu des programmes et des manuels. On n'apprend plus aux élèves à raisonner. A mes yeux, les problèmes d'arithmétique de l'ancien Certificat d'études avaient plus de valeur que les épreuves de l'actuel bac S. A l'époque, un élève devait raisonner pour trouver la solution. Il s'en approchait par étapes, qu'il devait exposer clairement : c'était une sorte de récit mathématique à dérouler. Aujourd'hui, on cherche à susciter des réponses immédiates à des stimuli : en juin, l'épreuve de mathématiques du baccalauréat scientifique commençait par un "questionnaire à choix multiple" !

Comment expliquez-vous ce délitement de l'école ?

On a beaucoup dit que l'école accueille plus d'enfants qu'avant, qu'elle doit s'adapter à ses "nouveaux publics". Mais l'argument de la massification ne tient pas pour le primaire, puisque l'école est obligatoire pour tous depuis 1880. La plupart des réformes se font au nom de la "justice sociale". Je veux bien que le contexte économique soit difficile, mais l'était-il moins dans les années trente, ou même après-guerre ? On dit enfin qu'il y avait moins d'enfants d'origine étrangère. Oui, mais il n'y avait pas moins d'enfants non francophones : jusqu'en 1920, un enfant sur deux ne parlait pas français à la maison.

Restent les causes internes. Dans notre pétition, nous identifions trois axes d'action. Les niveaux d'exigence, qu'il faut relever. Les méthodes pédagogiques pour lesquelles il faut rejeter la doctrine de "l'élève qui construit lui-même ses savoirs", et permettre à nouveau des enseignements explicites, structurés et progressifs. Enfin et surtout, les programmes qui sont à réécrire intégralement, de même que les manuels. En français, plus aucun n'aborde l'histoire littéraire de manière chronologique. En mathématiques ou en physique, on a remplacé les cours par une profusion d'activités...

Le ministre de l'Education, Gilles de Robien, veut quand même en revenir aux fondamentaux de l'école.

J'approuve sa position sur l'apprentissage alphabétique-syllabique, sur le calcul et sur la grammaire. Mais il faut aller plus loin. Et former les instituteurs aux méthodes qu'il préconise, notamment pour la lecture et l'écriture. Or ce n'est pas le cas. Pour reconstruire l'école, la formation des futurs instituteurs est prioritaire.